

## TORNATA DEL 27 GIUGNO 1854

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

**SOMMARIO.** *Presentazione di progetti di legge: Riordinamento delle tasse d'insinuazione, di successione e di emolumento; Riforma dei diritti di bollo e della carta bollata; Facoltà alla Divisione amministrativa di Torino di eccedere il limite normale dell'imposta pel 1854 — Discussione del progetto di legge sugli agenti di cambio e sensali. — Spiegazioni del senatore Jacquemoud, membro della minoranza dell'ufficio centrale, e sua proposta suppressiva degli articoli 2, 3 e 4 del progetto — Risposta del ministro delle finanze — Replica del senatore Jacquemoud — Osservazioni del senatore De Margherita, relatore — Considerazioni del senatore De Fornari in appoggio del progetto ministeriale — Schiarimenti del senatore Alfieri e del ministro delle finanze sull'articolo 3 — Chiusura della discussione generale — Adozione degli articoli 1° al 4° — Osservazioni sull'articolo 5 dei senatori Di Pollone, Jacquemoud, Alfieri, De Fornari e del ministro delle finanze — Approvazione degli articoli 5 al 37° e dell'intero progetto — Presentazione d'un progetto di legge relativo alla concessione delle strade ferrate da Alessandria a Stradella, Acqui e Tortona.*

La seduta è aperta alle ore 3 pomeridiane.

**GIUNIO**, segretario, legge il verbale dell'ultima tornata, il quale viene approvato senza osservazioni.

**PROGETTI DI LEGGE: RIORDINAMENTO DELLE TASSE D'INSINUAZIONE, DI SUCCESSIONE E DI EMOLUMENTO; RIFORMA DEI DIRITTI DI BOLLO E DELLA CARTA BOLLATA; FACOLTÀ ALLA DIVISIONE DI TORINO DI ECCEDERE L'IMPOSTA.**

**PRESIDENTE.** La parola è al presidente del Consiglio.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio, ministro delle finanze.

Ho l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge per la riforma delle tasse d'insinuazione, di successione e di emolumento giudiziario. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 908.)

Ho pure l'onore di presentare un altro progetto di legge per la riforma dei diritti di bollo e della carta bollata. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 881.)

A nome poi del mio collega il ministro dell'interno ho l'onore di presentare un progetto di legge inteso ad accordare alla divisione amministrativa di Torino la facoltà di eccedere nel 1854 il limite ordinario dell'imposta divisionale. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1561.)

**PRESIDENTE.** Do atto al presidente del Consiglio dei ministri della presentazione di questi tre progetti di legge, i quali saranno dati alle stampe e distribuiti, i primi due alla Commissione di finanza cui appartengono, il terzo agli uffici per la nomina dell'ufficio centrale.

**DISCUSSIONE ED APPROVAZIONE DEL PROGETTO DI LEGGE SUGLI AGENTI DI CAMBIO E SENSALI.**

**PRESIDENTE.** Siamo ora chiamati a discutere il progetto di legge riguardante i pubblici sensali, sul quale dichiaro aperta la discussione generale, accordando intanto la parola al senatore Jacquemoud. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 24-26.)

**JACQUEMOUD.** Je vais avoir l'honneur d'exposer au Sénat les motifs pour lesquels j'appartiens à la minorité du bureau central.

Je crois qu'il est nécessaire de faire subir quelques modifications au projet de loi en discussion, en supprimant les articles 2, 3 et 4.

Le projet de loi sur les agents de change et les courtiers a été renvoyé d'une Chambre à l'autre, et, dans chaque épreuve qu'il a subie, il a été graduellement amélioré. On

a fini par adopter un système très-libéral, suivant lequel le nombre des agents de change et des courtiers est illimité. Ils peuvent s'établir dans toutes les communes du royaume et on n'exige d'eux aucune autre condition d'admission que la preuve de leur capacité, de leur moralité et la garantie d'un cautionnement, qui peut être abaissé jusqu'au capital de 1000 francs. Ces conditions sont telles que tout honnête homme, pour peu qu'il soit capable et qu'il possède ce cautionnement, ou qu'il inspire assez de confiance pour qu'on le juge digne de ce faible crédit, a droit de prendre place légalement au nombre des agents intermédiaires contemplés par l'article 75 du Code de commerce.

Quant aux agents de change, j'adopte entièrement le système du projet, car après avoir rendu ces fonctions accessibles à tous les citoyens, on en interdit l'exercice à ceux qui n'ont pas été à même de justifier des conditions de capacité, de moralité et de cautionnement; mais relativement aux courtiers on a adopté un système différent. On admet d'abord sous le nom de *courtiers reconnus* ceux qui ont satisfait à ces trois conditions, et on autorise parallèlement à exercer ces mêmes fonctions toute autre personne, sans en exiger aucune garantie quelconque.

On voit que le projet a hésité entre une liberté absolue, sans limites, sans garanties, accordée à la profession du courtier, et une liberté soumise à des conditions de capacité et de moralité. Dans son incertitude il a adopté à la fois la liberté sans restriction et la liberté modérée par des garanties; il me paraît impossible que les deux systèmes puissent fonctionner en même temps, car l'un exclut l'autre. Il fallait choisir et on n'a pas osé le faire et se prononcer ouvertement pour la liberté avec des garanties; eh bien, le moyen terme auquel on a eu recours est beaucoup plus défectueux que le système de la liberté sans restriction. Il me sera facile de le démontrer.

Dans l'intérêt de la sûreté et de la loyauté des transactions qui sont l'âme du commerce, notre Code (art. 85), à l'exemple de la plupart des autres Codes qui régissent les nations les plus commerçantes, contient la disposition suivante:

« Lorsque la convention n'est pas entièrement niée, les livres des courtiers peuvent être admis par les tribunaux à faire foi entre les parties des conditions sous lesquelles elle a été conclue. »

Qu'on consulte la statistique des procès soumis aux tribunaux de commerce, et on reconnaîtra que les procès entre négociants n'ont presque jamais pour objet l'existence de la convention, mais les conditions qui l'accompagnent; or, en donnant une aussi grande autorité aux déclarations du courtier qui a conclu la négociation, la loi prévient beaucoup de contestations injustes et assure l'exécution loyale des conventions.

Mais pour accorder une telle confiance au témoignage du courtier la loi devait prendre des mesures sévères, afin qu'il ne pût pas être témoin dans sa propre cause.

C'est de ce principe que découlent toutes les obligations et toutes les défenses contenues dans les articles 87, 88, 91 et 92 du Code de commerce. Ainsi un courtier doit consigner jour par jour, sans rature ni interligne, dans un livre paraphé, coté et visé, toutes les conditions des ventes, achats, assurances, négociations et en général de toutes les opérations faites par son ministère. Il ne peut, en aucun cas, faire des opérations de commerce pour son compte, ni s'intéresser directement ou indirectement dans aucune entreprise commerciale, ni recevoir ni payer pour le compte

de ses commettants, ni se rendre garant des marchés dans lesquels il s'entremet. Il lui est défendu de négocier aucune marchandise appartenant à des personnes dont la faillite est connue. En un mot, de même que l'agent de change remplit l'office de notaire pour les effets publics et les lettres de change, le courtier remplit l'office de notaire pour la négociation des marchandises.

A ces dispositions du Code de commerce la présente loi en ajoute plusieurs autres qui découlent du même principe.

Pour que la mémoire du courtier ne lui fasse pas défaut, il doit toujours être muni d'un carnet pour y annoter à l'instant même les principales conditions des opérations dont il a été l'intermédiaire; il ne peut contracter une société avec d'autres courtiers au nombre de plus de trois; ces sociétés doivent être publiques et ne pas excéder le tiers du nombre total des exerçants dans la localité; il ne peut exercer son office par le moyen de commis.

Enfin, chaque courtier est tenu de déclarer les négociations faites par son entremise, afin de constater le cours des marchandises.

La constatation sincère du cours est très-importante dans les places de commerce, afin de régulariser les opérations et de prévenir les fraudes.

Il est évident que les courtiers auraient intérêt à fausser les cours, surtout pour les opérations à terme, s'ils pouvaient contracter pour leur propre compte.

Le Code de commerce attache une si grande importance à toutes les dispositions concernant les courtiers, que leur infraction est punie par la suspension ou la destitution, par des amendes, par l'emprisonnement: si un courtier fait faillite, il est puni comme banqueroutier, et s'il fait une banqueroute simple, il est puni de la réclusion pendant cinq ans, ou même des travaux forcés à temps. (Art. 94 du Code de commerce et 391 du Code pénal.)

MM., si l'on eût adopté le système d'une liberté sans restriction pour l'office de courtier, ils eussent tous été soumis aux obligations et aux défenses que je viens de rappeler. Au contraire, par le système de la présente loi ces obligations, ces défenses et les pénalités qui les sanctionnent ne concernent que les *courtiers reconnus*. Les autres *courtiers non reconnus*, mais que la loi autorise implicitement, puisqu'elle les soumet à payer la patente (art. 84), sont entièrement affranchis de tous ces devoirs. Ils ont un privilège odieux sur les courtiers reconnus, car ils pourront impunément s'associer sans limitation, contracter pour leur propre compte, vendre les marchandises des personnes dont la faillite est connue, ils n'auront point de cautionnement à fournir. Ils échapperont pour le plus souvent au paiement de la patente, ils ne seront point tenus de déclarer les cours. La loi leur accorde le monopole de toutes les opérations ténébreuses.

En second lieu on ne pourra jamais assurer la sincérité du cours des marchandises, car à côté des opérations constatées par les *courtiers reconnus* il y aura les opérations des *courtiers libres*, dont le cours restera dans l'ombre.

Enfin, les peines de la suspension et de la destitution de l'office de courtier, prononcées par le Code de commerce dans les cas que j'ai rappelés, ces peines, dis-je, deviennent tout à fait illusoire; en effet, ceux qui auront été suspendus ou destitués comme *courtiers reconnus* pourront recommencer immédiatement l'exercice de leur profession comme *courtiers libres*.

J'avais donc raison de soutenir que le système de la loi qui admet parallèlement des *courtiers reconnus* et des *cour-*

*tiers libres* est plus défectueux que celui qui aurait admis sans aucune restriction à l'office de courtier tous ceux qui auraient voulu exercer cette profession, parce qu'ils auraient été du moins tous assujettis, sans aucune odieuse exception, aux dispositions du Code de commerce sur l'exercice de cette profession, dispositions qui sont le fruit de l'expérience et qui sont conformes aux usages du commerce en général. Le système de la présente loi n'existe nulle part. Le bureau central a été unanime à en reconnaître les inconvénients, mais la majorité pense qu'on peut l'adopter à titre d'expérience; je ne puis m'associer à son espoir, parce que je suis convaincu que cette expérience sera funeste à notre commerce.

Quand une carrière est ouverte à tout le monde, dans toutes les communes du royaume, et qu'on n'exige d'autres conditions que la capacité et la moralité, quelle plus grande liberté peut-on désirer? On s'expose à bouleverser le commerce et dans quel intérêt? Est-ce dans celui des commerçants qui veulent employer des gens dont la moralité est suspecte, ou bien est-ce dans l'intérêt de ceux qui ne peuvent justifier de leur capacité et de leur moralité? Ni les uns, ni les autres ne sont dignes de la sollicitude du législateur.

Les conditions qu'on exige pour être admis à l'office de courtier sont elles donc si difficiles que cette carrière soit entourée d'entraves? Non certainement. Il suffit de les parcourir.

La première condition est l'âge de 21 ans, on ne pouvait faire moins. Puisque la loi civile ne reconnaît pas chez un mineur la capacité de gérer ses propres affaires, aurait-on pu l'autoriser à gérer les affaires d'autrui?

La jouissance des droits civils, ne pas avoir fait faillite, ne pas avoir subi une condamnation criminelle ou une condamnation correctionnelle pour banqueroute, vol, extorsion, abus de confiance. Est-ce qu'on voudrait donc autoriser les banqueroutiers, les voleurs, les escrocs à exercer la profession de courtier? Ne serait-ce pas dégrader cette honorable et importante profession?

La preuve de capacité au moyen de deux ans de pratique dans le commerce et d'un examen ou l'exercice du commerce en gros pendant cinq ans. Enfin un cautionnement qui ne peut dépasser 5000 francs et qui peut être réduit à 1000 francs.

De telles conditions sont inhérentes à la nature de la profession; elles sont indispensables. Elles sont facilement accessibles; je désire qu'on veuille m'indiquer qu'elle est celle de ces conditions qu'on pourrait retrancher sans inconvénients.

Je ne saurais donc admettre l'institution des *courtiers libres* qui seraient affranchis d'une partie de ces conditions, et je ne puis rien en espérer d'avantageux pour le commerce. J'y vois au contraire des dangers sérieux; c'est pourquoi je ne veux pas par mon vote exposer le commerce national à une expérience dont les résultats fâcheux sont faciles à prévoir.

Au reste, il ne s'agit pas à mes yeux d'une expérience à faire. Nous savons tous qu'elle a été faite en France, et que les conséquences en ont été désastreuses.

Les lois du 8 mars et 8 mai 1791 avaient aboli les charges d'agents commerciaux, et avaient rendu ces professions libres, sous la seule condition de payer patente et de prêter serment. Il en est résulté tant d'abus, tant de fraudes que le commerce était bouleversé; il a fallu revenir de ce système, et la loi du 28 vendémiaire an iv fut adoptée. C'est

par ces abus que la France fut entraînée au système de restriction qui est encore en vigueur, et dans lequel elle est maintenant forcée de persister à cause des nombreuses indemnités (s'élevant à plusieurs millions) qu'il faudrait accorder pour adopter un système moins restrictif.

Ne recommençons pas une expérience qui a si mal réussi. Que dis-je? L'expérience que nous voulons tenter serait pire, car du moins les courtiers patentés étaient soumis à toutes les obligations que les usages du commerce imposent aux agents commerciaux, tandis qu'ils en sont dispensés par le projet actuel.

Je trouve d'ailleurs une contradiction manifeste entre le système adopté dans notre loi relativement aux agents de change et relativement aux courtiers. Les mêmes raisons qui motivent les dispositions sur les uns sont exactement applicables aux autres.

Le traité sur les Bourses de commerce par Mollet, qui est une autorité dans cette matière, établit une comparaison entre l'office des agents de change et celui de courtiers. « Les premiers, dit-il, opèrent sur les effets publics et les lettres de change; mais le ministère du courtier de commerce n'a pas un moindre intérêt; c'est par lui que se fait le commerce universel des marchandises, et de telles opérations n'ayant pas de limites, on comprend quels éminents services doit rendre l'officier public qui en est l'agent. »

Donc ce qui a été reconnu utile, indispensable pour l'office d'agent de change, doit l'être également pour l'office de courtier.

J'ai la persuasion que l'établissement des *courtiers libres* paralysera les bons effets de cette loi. Je crains que des personnes honorables qui pourraient être admises à l'office de *courtiers autorisés* ne préfèrent y renoncer. Leur déclaration ne fera pas foi en justice, ils ne seront pas commis par les tribunaux pour la vente des marchandises à la criée; les courtiers conducteurs de navires ne seront pas délégués pour faire la traduction des déclarations, des chartes parties et des autres actes de commerce dont la traduction serait nécessaire en justice; mais ils pourront faire tous les autres actes; ils seront affranchis de toutes les obligations que le Code de commerce impose aux courtiers et ils seront préservés de toutes les pénalités qui sont la conséquence de leur infraction. L'avantage est tout entier en faveur des courtiers libres.

Tels sont les motifs qui me déterminent à vous proposer, MM., la suppression des articles 2, 3 et 4 du projet. Il en résultera que les courtiers, comme les agents de change, seront soumis aux conditions d'admission; que ceux qui n'auront pas été admis ne pourront pas exercer le courtage, et que nous n'instituerons pas une classe de courtiers jouissant du privilège d'être dispensés légalement d'accomplir les obligations que le Code de commerce impose à ces agents intermédiaires.

C'était un devoir pour moi d'exposer mes convictions. Je l'ai accompli, et je voterai contre les articles que j'ai indiqués.

**Cavotti, presidente del Consiglio, ministro delle finanze.**  
L'onorevole senatore Jacquemard, prendendo ad esame le modificazioni introdotte nell'attuale progetto di legge dall'altro ramo del Parlamento, crede che possano nascere gravi inconvenienti dall'introduzione in esso di una distinzione relativa ai senali.

Per ciò che riflette gli agenti di cambio il progetto non fu gravemente modificato, e le poche modificazioni intro-

settevi ottengono l'assenso dell'onorevole proponente. Il dissenso verte solo su ciò che si riferisce ai sensali in merci.

Il progetto primitivo vietava a tutti l'esercizio della senseria, della mediazione in merci, fuorchè a quelli che avessero adempito ad alcune condizioni dalla legge stabilite. Con questo sistema l'atto di fare una mediazione era in certo modo dichiarato un atto colpevole da vietarsi.

Col nuovo sistema invece è lecito a chiunque di fare un atto di mediazione, di concertare un contratto fra due individui, ma non sarà riconosciuto come mediatore legale, e quindi le sue asserzioni non avranno quell'autorità che la legge accorda ai mediatori legali; non potranno perciò essere chiamati ad esercitare le funzioni di periti se non coloro che avranno adempito alle condizioni che la legge determina e che non furono modificate.

Perchè questo cambiamento? Perchè ammettere due categorie, una di mediatori legali e l'altra di mediatori abusivi? Perchè, avendo conservato il primitivo sistema rispetto agli agenti di cambio, modificarlo rispetto ai mediatori? Io credo che vi esista un solo motivo per giustificare questo cambiamento, ma questo motivo è gravissimo.

Teoricamente io concorro perfettamente nell'opinione espressa dall'onorevole proponente. Io riconosco che sarebbe assai desiderabile che tutti gli atti di mediazione non si facessero se non dai mediatori legali, da quelli cioè che hanno adempito alle condizioni dalla legge stabilite.

Ma quando noi avremo stabilito questo principio dell'esclusivo esercizio della mediazione, quando cioè avremo nella legge inserito il divieto di fare degli atti di mediazione se non quando si adempiano le condizioni stabilite, come mai faremo ad eseguirla?

La pratica prova, l'esperienza dimostra che le leggi sui sensali non furono mai messe in effetto né da noi, né altrove.

Mi si dirà: perchè allora avete conservato le prescrizioni rispetto agli agenti di cambio?

Per tre considerazioni di grave importanza: 1° perchè le operazioni affidate agli agenti di cambio sono molto più importanti in media delle operazioni affidate ai sensali; 2° perchè lasciano queste operazioni minori tracce; 3° perchè l'asserzione dell'agente che certifica l'operazione deve essere maggiore.

Ma vi ha di più un'altra considerazione che ha praticamente un maggior peso agli occhi miei, e si è che rispetto agli agenti di cambio la legge si può fino a certo punto far rispettare, mentre rispetto ai mediatori ciò è assolutamente impossibile. E perchè questa differenza? Per un motivo semplicissimo.

Le operazioni di cambio, e specialmente quelle sopra valori pubblici, che oramai costituiscono la parte più importante delle funzioni degli agenti di cambio, si trattano quasi esclusivamente alla Borsa, in un determinato locale. Non dico che non si facciano ancora operazioni fuori della Borsa, ma la massima parte di quelle che si riferiscono ai cambi d'effetti pubblici si fa alla Borsa; quindi se voi stabilite per regolamento che non possano intervenire alla Borsa se non gli agenti di cambio legali, potete fino ad un certo punto impedire l'esercizio abusivo dell'arte dell'agente di cambio. Non lo impedite assolutamente, ma fino ad un certo punto mettete un freno a questo abuso.

Ma è ben diverso per i sensali di merci. Le operazioni relative alle merci si fanno anche, se si vuole, alla Borsa, ma la massima parte di esse trattasi fuori di quella, nei fondachi, nei negozi dei particolari, dei contraenti; quindi è

materialmente impossibile d'impedire l'esercizio della mediazione abusiva.

Ho detto che ciò era provato presso noi ed altrove, nei paesi dove la legislazione in ordine ai sensali è la più severa, e dove i sensali ed i mediatori costituendo corporazioni potenti, hanno più che altrove i mezzi e l'autorità per far eseguire la legge intesa a tutelare i loro privilegi. E che ciò non si eseguisca da noi è cosa che tutti sanno.

Non parlo dei casi accaduti a Genova, dove da sette anni il commercio è in aperta ribellione alla legge, e non si è mai pensato di applicare né punto né poco una legge, la quale dovrebbe avere effetto in tutto lo Stato, perchè fu emanata nella forma più solenne ed interinata da tutti i Senatori, e credo anche da quello di Genova, e quindi dovrebbe essere eseguita a Genova, eppure nessuno ha mai pensato di metterla in esecuzione. A Torino stessa la legge è apertamente violata: in minor grado per ciò che si riferisce agli agenti di cambio, ma per quanto ai sensali e mediatori il numero di quelli abusivi è notevolissimo.

Mi si dirà che il ministro non è abbastanza energico, non fa eseguire la legge: spieghi più energia e la legge sarà rispettata.

Io non so se abbia riferito alla Camera quello che mi accade or sono pochi mesi. Il verificatore di Torino, cercando materia imponibile, trovò due individui i quali apertamente facevano atti di mediazione, e li portò sulla nota come mediatori per far loro pagare la tassa. Reclamò vivissimi dal corpo dei mediatori, istanze presso il Ministero di finanze, volevano che assolutamente io facessi radiare questi individui dalla nota dei tassati. Ma io diceva: signori, fanno o non fanno questi atti di mediazione? Egli è già un male che li facciano; ma non sarebbe questo peggiore ove li facessero abusivamente e nulla pagassero? Io quindi non posso dispensarli dal pagare, non posso toglierli dalla nota. Però dopo averci ripensato sopra dissi: ho un mezzo: siano denunziati all'avvocato fiscale. Come ognuno vede, ciò non dimostrava troppa indulgenza; e diffatti come ministro delle finanze mandò l'istanza della Compagnia dei sensali all'avvocato fiscale pregandolo d'insistere. L'avvocato fiscale immediatamente fa istanze: chiama, interroga il terzo ed il quarto: si crederebbe? Non si è trovato più nessuno per deporre che quelli facevano atti di mediazione, nemmeno coloro che li avevano denunziati al Ministero come sensali abusivi; epperò l'avvocato fiscale fu forzato a scrivermi non aver mezzi, nè elementi per stabilire la prova dell'esercizio della mediazione, sicchè l'azione è caduta. E quegli individui a cui faceva allusione credo continuamente attualmente a fare la mediazione come prima.

La stessa cosa accade oggidì in Francia, e sopra una scala anche molto più estesa che presso noi, perchè ciò avviene non solo per le merci, ma altresì per le contrattazioni di effetti pubblici ed azioni industriali. Chi non conosce la istituzione della *coulisse*? Essa è una corporazione non autorizzata, eppure fa tutti i giorni nel locale stesso della Borsa, ed in un determinato angolo, operazioni su di una scala di poco inferiore a quella che non facciano gli agenti di cambio autorizzati.

Tutti pure sanno poi che questa *coulisse* è una specie di Borsa che è al caffè Tortoni ed al Passaggio dell'Opera, e ciò si fa sotto gli occhi stessi delle autorità pubblicamente: i giornali quotano i fondi non solo alla Borsa, ma anche alla *coulisse*. Chi riceve lettere dai corrispondenti di Parigi ha sempre la quota *après la Bourse*, vale a dire a Tortoni nelle negoziazioni che si fanno alla *coulisse*.

Rispetto poi alle merci, il numero dei *courtiers-marrons* è infinito; ed io credo che nella città di Marsiglia, dove esiste pure una corporazione di sensali privilegiati, i *courtiers-marrons* pullulano e sono in numero se non eguale a quello dei sensali di Genova, tuttavia assai notevole, ed operano tuttoggiorno e sugli olii, e sugli spiritosi, e sugli zuccheri ed altri coloniali colla massima impunità.

Questi fatti, che furono rappresentati da persone assai autorevoli e pratiche del commercio, indussero il Ministero ad accettare questo sistema che non tendeva ad altro che a legalizzare ciò che non si poteva impedire.

Se l'onorevole senatore Jacquemoud avesse potuto indicare un mezzo facile e non draconiano di far eseguire la legge, io sicuramente mi sarei adattato molto volentieri a questa modificazione; ma ho dovuto persuadermi, dopo le sue parole, che quello che non si può impedire è meglio regolarlo.

Noi abbiamo fiducia di averlo bastantemente regolato per ciò che concerne gli agenti di cambio mantenendo il principio, e cercheremo nei regolamenti che si faranno in ordine alla Camera di commercio di dare una sanzione a questa disposizione coll'allontanare dalla Borsa l'agente di cambio che non è agente di cambio legale.

In quanto ai mediatori si dà bensì l'azione della mediazione libera, ma non avrà valore legale, non avrà valore avanti ai tribunali se non è fatta da persone che avranno adempito a queste facilissime condizioni; ed è appunto perchè queste condizioni sono così facili che si possono adempiere con sì poca difficoltà dalle persone le quali possono meritare qualche fiducia, che io non dubito che la massima parte di coloro i quali intendono dedicarsi alla mediazione si faranno ascrivere fra i mediatori legali.

Io quindi in definitiva credo che non sia da adottarsi la proposta dell'onorevole senatore Jacquemoud; giacchè, se teoricamente parlando può avere qualche pregio, in pratica non farebbe altro che darci delle disposizioni assolutamente illusorie, che fare una legge che si vedrebbe impunemente violata ogni giorno, come si viola attualmente quella in vigore presso noi, come si viola in Francia quella colla stabilità, come si viola per ogni dove la legge relativa ai sensali che vuol sottoporre l'esercizio di questa professione a norme troppo restrittive.

Per siffatti motivi io credo che il Senato faccia opera buona coll'adottare il progetto quale è in ora sottoposto alle sue deliberazioni.

**JACQUEMOUND.** M. le président du Conseil oppose à mes arguments la difficulté d'exécuter la loi et d'empêcher les *courtiers-marrons*. Cela était fort difficile en effet sous l'empire des lettres-patentes de 1847, qui limitaient le nombre des courtiers; mais cette difficulté disparaîtra presque entièrement par l'adoption de l'article 1<sup>er</sup> du projet, qui rend la profession de courtier accessible à tout le monde. De la même manière qu'on diminue la contrebande en abaissant les droits de douane, on verra diminuer le nombre des *courtiers-marrons* à raison de la plus grande facilité qu'on aura accordée pour acquérir le droit d'exercer légalement l'office de courtier. Dans tous les cas je crois que le très-petit nombre de *courtiers-marrons* qui restera lorsque l'article 1<sup>er</sup> sera en vigueur feront infiniment moins de mal que les *courtiers libres*. On en pourra toujours saisir quelques-uns en contravention, et cela suffira pour l'exécution de la loi; pour le maintien des dispositions du Code de commerce, pour l'honorabilité de la profession de *courtier autorisé*.

M. le ministre, qui a pris les moyens les plus efficaces

contre la contrebande, n'ignore pas cependant que parmi les marchandises qui entrent dans le royaume il y en aura encore qui pénétreraient en fraude; mais la difficulté d'arrêter la contrebande d'une manière absolue n'empêche pas qu'on ne maintienne les taxes de douane.

M. le ministre s'est préoccupé de l'avantage de faire payer les droits de patente même aux courtiers libres; mais l'exemple qu'il a cité servirait à prouver qu'il aura rarement l'occasion d'appliquer les dispositions de l'article 84 de la présente loi. Ces courtiers libres échapperont à la fois et aux dispositions du Code de commerce et au paiement de la patente. Toutefois ils auront une existence légale; et ce système pourra retenir beaucoup de personnes qui auraient accompli les conditions d'admission. Le trésor perdra donc sûrement tous les droits de patente qu'il aurait obtenus sans l'institution des courtiers libres.

Quoique si M. le ministre était convaincu de l'impossibilité de faire observer la nouvelle loi sur les courtiers, alors il eût mieux valu adopter résolument le système d'une liberté sans restriction après avoir fait étudier si les intérêts généraux du commerce n'auraient point été froissés par la suppression de l'article 89 de notre Code et de toutes ses conséquences relativement à la preuve résultante des livres tenus par les courtiers; mais le système des *courtiers autorisés* n'est pas compatible avec le système des *courtiers libres*. L'un est la destruction de l'autre. Il faut choisir entre la liberté absolue de l'office de courtier et la liberté soumise aux garanties de capacité et de moralité. Je le répète, je redoute l'expérience qu'on propose et je la crois dangereuse pour la sûreté et les progrès du commerce national.

**DE MARGHERITA, relatore.** Poche cose io dirò a nome della maggioranza dell'ufficio centrale contro quella che venne esponendo l'onorevole nostro collega, il quale costituisce da sé la minorità dello stesso ufficio centrale.

In verità anche la maggioranza dell'ufficio centrale trovò grandissima difficoltà ad approvare le parti principali del nuovo progetto relativamente ai sensali ed agenti di cambio, massime quella in cui il nuovo progetto divide i sensali in due categorie, la prima delle quali può liberamente esercitare la mediazione senza andare soggetta all'adempimento degli obblighi stabiliti colla legge per i sensali riconosciuti ed approvati, senza andare soggetta a rispettare i divieti contenuti nella legge medesima. Non poté guari anche la maggioranza dell'ufficio centrale farsi capace della vera utilità di questo sistema di ripartire i sensali in due diverse categorie, di stabilire una concorrenza fra coloro i quali si trovano in troppo dispari condizione. Non poté neanche la maggioranza approvare quella disposizione del progetto, nella quale, stabilendosi una tariffa, si autorizzano però i mediatori ad eccedere coi loro patti la misura della tariffa.

Parve ad essa che la tariffa sia destinata a produrre principalmente l'effetto d'impedire che si ecceda nell'esercizio dei diritti di commissione. Ora, questo effetto più non è prodotto dalla tariffa quando sia lecito ai mediatori di patteggiare sui diritti di commissione nel modo che più loro sia benevivo. Dunque e perchè quella concorrenza stabilita fra i sensali ammessi ed approvati ed i sensali liberi non potrebbe essere che ingiusta e poco ragionevole, e perchè la disposizione sulla tariffa, che può violarsi per virtù di un patto, non sembra neanche molto degna di approvazione, era disposta anche la maggioranza a rigettare la legge; tuttavia, considerato da un canto, quanto sia la

tendenza del Senato ad evitare ogni prolungato e ripetuto urto di opinione fra i due rami del Parlamento, considerato poi eziandio che in un altro recinto vari accreditati negozianti che propugnavano il sistema di maggior libertà pei sensali affermarono, e quasi si resero garanti, che veramente il sistema di libertà poteva essere meglio conveniente che quello di restrizione, la maggioranza pensò dovere in questa circostanza fare un appello all'esperienza, prenderne consiglio, profittare dei lumi che ella porgerrebbe, e di ammettere, almeno per modo di esperimento, questa legge, salvo a vedere se essa produrrà vantaggi od inconvenienti, colla facoltà sempre in quest'ultimo caso di ritornare sulla legge stessa e ristabilire per tutti quelle discipline le quali presentemente non trovansi obbligatorie se non per una parte soltanto dei mediatori.

Ecco il motivo principale per cui dalle premesse la maggioranza dell'ufficio centrale trasse una conseguenza diversa da quella che è tratta dal nostro collega. Poteva rigorosamente dedursi dalle premesse fatte nella relazione che la legge dovesse essere almeno nei due succennati capi rigettata, e dovesse questo rigetto proporsi dall'ufficio centrale, ma queste conseguenze dedotte dalle premesse anzidette potevano temperarsi. I motivi di temperarle sono quelli che ho avuto l'onore di esporre al Senato: il Senato medesimo giudicherà se meglio valga respingere il progetto, oppure adottarlo intanto interinalmente, salvo, ripeto, a vedere se l'esperienza dimostrerà che sia su sode e ragionevoli basi fondato.

**DE FORNARI.** Domando la parola, se non vi sono più altri oratori iscritti.

**PRESIDENTE.** La parola è al senatore De Fornari.

**DE FORNARI.** Io dirò poche cose, giacchè è già stato detto molto, e per non aggiungere altre ragioni in quel senso, io porterò la questione su un terreno che mi è sacro, quello della giustizia.

L'azione di quelli i quali si prestano ad intervenire fra due individui che vogliono contrattare non è assolutamente per sé stessa immorale, essa è un'azione utile, e utile forse ad ambedue; per conseguenza non vedo come possa impedirsi. Non è diventata colpevole che in grazia della proibizione che si è voluto introdurre per motivo di buona legislazione e per motivo che torna a vantaggio dello Stato, ma che induce un privilegio ad una classe la quale è incaricata di funzioni retribuite anche largamente, e che in questo modo impedisce ad ogni altro d'immischiarsi in simili contrattazioni.

Quest'azione, torno a dirlo, è per sé stessa innocente, utile ai contraenti, anzi la risorsa indubitabilmente d'una classe assai numerosa che va spigolando in certa maniera, dirò così, sopra gli avanzi di quelle contrattazioni che sfuggono all'azione dei mediatori approvati.

Io non so dunque come si possa insistere per conservare una misura, una penalità stabilita contro quelli che s'immischiavano in simili contrattazioni.

Credo d'aver anche una certa competenza per sostenere questa tesi, perchè forse sono io che nella precedente discussione di questa legge ho eccitato questo sistema di libertà che è stato adottato dalla Camera elettiva. Mi pare che non si possa andare contro la giustizia.

Inoltre richiamerò ad appoggio di quanto dico le osservazioni fatte dall'onorevole ministro delle finanze intorno all'impossibilità d'impedire l'azione di questi mediatori non approvati.

Infatti l'esperienza (non abbiamo bisogno di ricorrervi

attualmente, che è stata fatta lungamente ed ostinatamente) ha sempre provato che è impossibile l'impedire l'intervenzione di persone non approvate in queste transazioni. Lo stesso essendo a Parigi incaricato dal Governo di operazioni le quali mi portavano ogni giorno a ricevere delle cambiali (ed è la parte più importante di queste funzioni) per mandare al Governo stesso, la maggior parte di dette cambiali mi veniva recata dai *courtiers-marrons*, ed era con vantaggio, perchè costava assai meno al Governo.

Qui osservo non essere poi vero che si debba temere la esagerazione della tariffa per parte loro: è noto che appunto la maggior parte ricorre ai *courtiers-marrons* come a persone debolmente remunerate per queste transazioni, le quali mai non eccedono, o almeno è rarissimo che ne abusino. Qualche volta ancora intervengono delle persone antiche, ebbene l'articolo 85, se non erro, del Codice commerciale renderebbe queste persone che intervenissero anchevolmente come intermediarie soggette ad una punizione.

Questa è ingiustizia, questo è inammissibile; ed è per ciò che nella precedente discussione io fui commosso nell'interesse appunto di una classe numerosa e ben conosciuta, la quale sarebbe privata della sua sussistenza, ed insistetti molto perchè non fosse mantenuta quella disposizione. Anzi studiavo modo, senza domandare l'abrogazione di quell'articolo, di transigere e fare in guisa che quella classe potesse ancora conservare quel mezzo di sussistenza; ma soprattutto poi insistetti sopra la giustizia della cosa e sull'impossibilità di riparare altrimenti.

Per conseguenza io mantengo che non sia possibile, nè equo d'impedire l'esistenza di quella libertà d'intervenzione, la quale, se non è legale, è giusta, e innocente ed è utile anche per il commercio, perchè moltissimi se ne prevalgono ed hanno diritto di prevalersene.

**ALFIERI.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** La parola è al senatore Alfieri.

**ALFIERI.** Io resto d'accordo colla maggioranza dell'ufficio centrale nel proporre al Senato di ammettere il progetto di legge qual è stato presentato, e ciò qualunque, a mio avviso, esso contenga alcuni difetti dai quali potrebbe temersi degli inconvenienti. Ma i motivi già espressi dall'onorevole relatore nel rendere conto dell'esame preparatorio fatto dall'ufficio centrale, le considerazioni espresse dall'onorevole signor ministro delle finanze mi sembrano essere di tanto peso da poter giustamente indurre il Senato ad entrare nell'opinione cui si fermava la maggioranza dell'ufficio centrale medesimo. Credo che ciò tanto più si possa fare se verrà nettamente e chiaramente stabilito il senso dell'articolo 3 del progetto attualmente in discussione; poichè dall'interpretazione di quest'articolo sembrami che possa farsi luogo ad un più o meno severo giudizio delle disposizioni che anche per parte dell'ufficio centrale furono soggetto di qualche censura.

Infatti quest'articolo 3 si esprime in modo da far credere che, conformemente a ciò che sembra supporre l'onorevole senatore Jacquemoud, vi possano esistere parallelamente e direi quasi contraddittoriamente due classi di sensali.

Ora, a mio avviso che quest'articolo ben interpretato, stando, cioè, più al concetto di tutta la legge, che non ai termini con cui esso si trova con forse non sufficiente chiarezza espresso, non ammette questa doppia esistenza; ammette bensì che il fatto materiale della mediazione possa essere compiuto da altri che dal vero sensale a tutto titolo legale, ma essa però, per quanto io credo, non consi-

dera come vero sensale e non dà alcun valore di sensaria, legalmente parlando, agli atti che saranno compiuti da questi sensali non riconosciuti, da questi individui che faranno atti di mediazione senza essere mediatori legali. Mi pare che questo punto abbisogni di essere bene inteso e ben dichiarato.

Infatti che titolo avrebbero costoro per essere considerati come sensali? Dalla legge essi non hanno titolo alcuno, poichè non sono costretti a far alcuna dichiarazione e sono tanto meno obbligati ad ottenere una licenza qualunque; di più, essi non adempiono ad alcuna condizione loro particolarmente prescritta; insomma essi non rivestono agli occhi della legge alcun carattere legale.

Resterebbe forse, ed è quello che nell'ufficio centrale si era sospettato, che invece del battesimo legale costoro potessero ricevere un battesimo fiscale. Ma dal contegno dell'onorevole signor ministro delle finanze in questa discussione non pare nemmeno che egli faccia assai conto su questo battesimo fiscale a questi sensali.

Essi saranno dunque persone destituite d'ogni investitura legale, dell'intervento delle quali non s'ha a tener conto in faccia alle leggi, cosicchè gli atti compiuti da essi dovranno, se cadranno in contestazione, essere considerati come se si fossero direttamente compiuti tra gl'interessati, il venditore, cioè, e l'acquirente, non dando l'intromissione di costoro al contratto medesimo nessuna qualsiasi efficacia sua propria.

Ciò essendo, mi pare che vengano meno, se non tutti, almeno molti degli inconvenienti che si attribuivano al sistema, che s'inaugura colla nuova legge, dall'onorevole senatore Jacquemond, ad essa opponente; ma mi pare, lo ripeto, che sarebbe a desiderare, che il vero senso della legge fosse ben inteso e ben dichiarato.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio, ministro delle finanze. Io credo che il senso che l'onorevole senatore Alfieri dà alla legge è il solo che risulti dalle disposizioni precise contenute nella medesima.

Infatti nell'articolo 4, alinea 1°, si dice: ad essi soli, cioè ai sensali di cui all'articolo 1°, sono riservati gli atti dalle leggi e dalle sentenze dei tribunali affidati in modo speciale al ministero dei mediatori; quindi gli atti che dal Codice di commercio e dai tribunali sono affidati ai mediatori possono essere unicamente ed esclusivamente commessi ai mediatori approvati.

Onde, come diceva l'onorevole senatore Alfieri, quelli fatti da mediatori, da sensali non autorizzati, non legali, non hanno nessun valore e vengono considerati come se fatti fossero da un individuo qualunque; essi non faranno fede, la loro asserzione non costituirà una prova, in una parola, saranno semplici individui, che faranno atti di mediazione.

Qui non entrerà nella questione sollevata dal senatore De Fornari, se cioè tali atti, non essendo immorali, possa o no la società vietarli o circondarli di alcune condizioni; ma, ripeto, il grande argomento contro il quale l'onorevole senatore Jacquemond non ha opposto, a mio credere, risposta soddisfacente, sta in ciò che, fatta la proibizione, dato il divieto, come lo si farà eseguire? Come si troverà quello che non hanno trovato né i nostri legislatori, né i legislatori degli altri paesi? Quindi, a mio parere, è miglior consiglio il sancire quanto non si può vietare.

**DE FORNARI**. Chiedo la parola.

**PRESIDENTE**. Ha la parola.

**DE FORNARI**. È solamente per osservare che questi

agenti, questi intervenienti nelle transazioni private non hanno nessuna importanza. Essi non sono che mandatari di un particolare, il quale ha diritto di dar loro un mandato, o di ambidue se pervengono a fare una transazione; per conseguenza non si può dare all'opera loro un'importanza di un'azione, la quale si opponga alle azioni ammesse dalle leggi, e che sono tutelate con particolari disposizioni, e remunerazioni.

Questo mi porta anche ad osservare che non sussiste il timore che con questa disposizione si venga a togliere un vantaggio giusto, legale alla classe dei mediatori approvati, giacchè la maggior parte delle transazioni, le grandi transazioni si faranno sempre per mezzo loro onde constatare e legalizzare così lo stato delle contrattazioni e la giustizia dei rispettivi diritti; i mediatori non approvati non imprendono che le piccole transazioni, da cui ritraggono la propria sussistenza; e sarebbe, secondo me, iniquo l'impedire tale esercizio. L'impedirne poi i reclami sarebbe impossibile; e per conseguenza io credo che non si debba insistere sopra questo particolare: l'esperienza confermerebbe la necessità di prescindere da un'ingiustizia, da un'impossibilità.

**PRESIDENTE**. Interrogo il Senato se vuole passare alla discussione degli articoli.

Chi vuole chiudere la discussione generale, sorga in piedi. (La discussione generale è chiusa.)

« Art. 1. Sono riconosciuti pubblici mediatori gli agenti di cambio ed i sensali ammessi ad esercitare il loro ufficio nel modo indicato dalla presente legge.

« Il numero di quegli uni che degli altri è illimitato, e possono essi stabilirsi in qualunque comune dello Stato. » (È approvato.)

« Art. 2. I soli agenti di cambio riconosciuti possono esercitare gli atti appartenenti a questo ramo di mediazione. »

(È approvato.)

« Art. 3. Gli atti spettanti agli altri generi di mediazione possono essere esercitati anche da chi non è riconosciuto pubblico mediatore. »

(È approvato.)

« Art. 4. Non sono però applicabili che agli agenti di cambio ed ai sensali di cui all'articolo primo gli obblighi, i divieti e le prerogative che le leggi attribuiscono ai pubblici mediatori.

« Ad essi soli sono riservati gli atti dalle leggi e dalle sentenze dei tribunali affidati in modo speciale al ministero dei mediatori.

« Questi atti fatti da altri, ove esistono agenti di cambio e sensali pubblici, sono nulli. »

(È approvato.)

« Art. 5. Per essere riconosciuto mediatore sono richieste le condizioni seguenti:

« a) L'età di anni ventuno;

« b) Il godimento dei diritti civili;

« c) Il non trovarsi nel caso preveduto dall'articolo 86 del Codice di commercio;

« d) Il non aver patito una condanna criminale qualunque, salvo il caso di ottenuta riabilitazione, o una condanna correzionale per bancarotta, furto, truffa, abuso di confidenza, o reato contro la fede pubblica;

« e) Due anni almeno di esercizio della professione di negoziante, o di pratica appresso un banchiere, un negoziante, o un mediatore del genere cui si aspira;

« f) La prova d'idoneità all'esercizio della mediazione cui s'intende di applicare, mercè l'esame che viene subito

nella forma stabilita dai regolamenti fatti dalle rispettive Camere di commercio ed approvati dal Governo.

« Da questo esame sono però dispensati i negozianti all'ingrosso che hanno già esercitato il negozio per proprio conto durante lo spazio almeno d'anni cinque.

« g) Una cauzione determinata dal Governo, sentita la rispettiva Camera di commercio ed i Municipi per ciascun genere di mediazione, e secondo l'importanza dei comuni, nei limiti di cinque mila lire a trenta mila per gli agenti di cambio, e di lire mille a cinque mila per i sensali.

« h) Essere iscritto nel ruolo di cui all'articolo 10 della presente legge. »

**DI POLLONE.** Sorgo non per parlare su questa infelice legge, ma solamente per osservare essere corso, nella stampa di questo progetto, un errore, che io credo sia opportuno di toglier via.

Dice il § g: « Una cauzione determinata dal Governo sentita la rispettiva Camera di commercio ed i Municipi... » Io credo che si debba dire *od*.

Il vero senso, la vera idea, che si vuol esprimere con quest'alinea, richiederebbe che si adoperasse la parola *in difetto*; ma siccome questa modificazione potrebbe avere per risultato il rimando del progetto alla Camera elettiva, e questo sarebbe certamente un inconveniente, si potrebbe perciò semplicemente sostituire l'*od* all'*ed*.

**JACQUEMOUD.** Ce n'est pas une erreur.

**DI POLLONE.** Il me semble que c'est contraire aux principes qui ont dicté la loi.

**JACQUEMOUD.** Non, parce que les Chambres de commerce donnent leur avis sur l'importance de la charge, sur la capacité du candidat, et les Municipales sur sa moralité et ses antécédents. Il est utile qu'il y ait les deux avis. Ces divers éléments peuvent être pris en considération pour fixer le montant du cautionnement et influer sur l'esprit du ministre auquel il appartient de rendre une décision définitive à cet égard.

**DI POLLONE.** Qui si tratta della cauzione. Nel paragrafo si dice: « La cauzione è determinata dal Governo, sentita la Camera di commercio ed i Municipi. » Ma il Governo non può sentire la Camera di commercio ed i Municipi.

**PRESIDENTE.** Pare che il Senato riconosca che l'essersi sostituito l'*ed* all'*od* non fu che un errore tipografico.

**JACQUEMOUD.** Non, non. Cela a été voté ainsi par la Chambre des députés, il n'est point inutile que les Municipales soient entendus dans leurs avis, en même temps que les Chambres de commerce. Ce sont des renseignements qui éclairent le ministre, auquel il appartient de fixer le montant du cautionnement: mais il n'est point lié par ces avis.

**CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze.** Io in verità credo che vi sia stato errore, perchè lo spirito della legge è di sostituire i Municipi alle Camere di commercio, dove queste non esistono. Difatti quasi dappertutto si dice, come all'articolo 9: « L'iscrizione al ruolo è ordinata dalla Camera di commercio, ed in difetto dai Municipi... » e all'articolo 10: « Appartiene pure alla Camera di commercio ed in difetto ai Municipi, ecc. ».

La Camera di commercio è quindi considerata come la rappresentante, la tutrice degli interessi commerciali, come il corpo che deve esercitare la sua sorveglianza sopra quel ramo di commercio, vale a dire sulla senzeria.

Il Municipio invece non viene che là dove non vi è Camera di commercio; onde credo veramente che vi ha un

errore tipografico, tanto più che si tratta di determinare la cauzione, che è cosa intieramente commerciale.

Se si trattasse di pronunziare sulla moralità, sulla capacità, forse si potrebbe supporre che si voglia intendere e la Camera di commercio ed il Municipio; ma qui si tratta di determinare un fatto commerciale, qual è l'ammontare della cauzione necessaria per tutelare quelle operazioni, cosa che è più nella sfera della Camera di commercio che dei Municipi.

**DI POLLONE.** Domanderò una seconda volta la parola per far presente al Senato che nella discussione che già ebbe luogo in quest'aula sopra questo progetto di legge i Municipi non sono veramente posti in concorrenza, se non laddove non vi esistono Camere di commercio. E se vi fossero Camere di commercio in tutti i luoghi dove vi possono essere sensali non sarebbero mai stati incaricati i Municipi.

**ALFIERI.** Nell'antico progetto (il secondo presentato dal Ministero), in capo alla sezione attuale e al detto articolo 5, § f, si dice: « una cauzione determinata dalla rispettiva Camera di commercio o Municipio per ciascun genere di mediazione nel limite di lire 3000 a 20,000. »

L'ufficio centrale aveva soppresso questa cauzione. Credo che sia poi stata ristabilita nel voto dato dal Senato.

**DI POLLONE.** Ho la relazione sul primitivo progetto presentato a quella Camera; ed in esso si diceva precisamente: *la Camera di commercio od il Municipio*.

**DE MARGHERITA, relatore.** Disponendo l'articolo che la determinazione si faccia dal Governo stesso, sentiti la Camera di commercio ed il Municipio, pare che quand'anche si lasciasse la congiuntiva *ed* invece dell'alternativa *od*, non vi sarebbe poi gran male. Onde, sebbene non sia questo lo spirito della legge, tuttavia, non trattandosi che di sentire assieme e la Camera di commercio ed il Municipio sul punto della cauzione, si potrebbe lasciare questa congiuntiva, anzichè toccare un articolo già determinato dall'altra Camera, e così rinviare la legge.

**DI POLLONE.** Secondo il sistema dell'onorevole relatore, può accadere che due sieno i pareri, per esempio, uno del Municipio per il sì, e l'altro della Camera di commercio per il no...

**DE MARGHERITA, relatore (Interrompendo).** Il Ministero potrà allora decidere secondo che gli parranno più o meno fondate le proposte di quei due corpi.

**CAVOUR, presidente del Consiglio, ministro delle finanze.** In pratica non può avere risultato, perchè si tratta di consultare questi corpi solo quando si determina la cauzione, cosa che non potrà accadere che ben di rado.

**PRESIDENTE.** Si può anche lasciar scritto *ed*, intendendo, come più volte si fa, che la congiunzione abbia il valore della disgiuntiva, perchè e la Camera di commercio ed i Municipi non potranno essere consultati che ciascuno alla sua volta, cioè uno in difetto dell'altro, come il concetto intiero della legge consiglia.

Si propone pertanto di lasciare intatto il testo presente della legge, e di votarlo come trovasi scritto.

Chi approva quest'articolo si rizzi.

(È approvato.)

« Art. 6. La stessa persona può esercitare cumulativamente più specie di mediazione purchè adempisca alle condizioni richieste dalla legge per ciascheduna, e se esercita la professione di agente di cambio e di pubblico sensale, presti la cauzione prescritta per ambi quei due rami di mediazione.



« Cessando però l'esercizio dell'uno o dell'altro genere di mediazione, può far ridurre la cauzione a quella sola prescritta pel genere che ritiene. »

(È approvato.)

(I rimanenti articoli furono approvati senza alcuna osservazione.) — (Vedi vol. *Documenti*, pag. 21-25.)

Si passerà allo squittinio segreto.

**PROGETTO DI LEGGE RELATIVO ALLA CONCESSIONE DELLE FERROVIE DA ALESSANDRIA A STRADELLA, DA ACQUI AD ALESSANDRIA E DA NOVI A TORTONA.**

**PRESIDENTE.** Il ministro dei lavori pubblici ha facoltà di parlare.

**FALESCAPA, ministro dei lavori pubblici.** Ho l'onore di presentare al Senato un progetto di legge già votato dalla Camera dei deputati avente per oggetto la concessione delle strade ferrate da Alessandria a Stradella, da Acqui ad Alessandria, da Novi a Tortona e la cessione dello stabilimento balneario d'Acqui. (Vedi vol. *Doc.*, pag. 1007.)

**PRESIDENTE.** Si dà atto al ministro dei lavori pubblici della presentazione di questo progetto di legge.

Si fa ora l'appello nominale per lo squittinio segreto.

• Risultamento della votazione.

Votanti . . . . . 54

Voti favorevoli . . . . . 47

Voti contrari . . . . . 7

(Il Senato adotta.)

La seduta è levata alle ore 4 3/4.